

CARACTÉRISTIQUES DU DÉVELOPPEMENT LOCAL¹

INTRODUCTION

Le problème du développement local se situe moins dans sa conception théorique, dans l'anticipation des possibilités qu'il offre, que dans des pratiques aptes à transformer, de manière visible et généralisée, les réalités locales en Amérique latine. L'écart entre théorie et pratique est plutôt dû au scepticisme général quant aux possibilités d'inverser les tendances négatives qui marquent aujourd'hui nos sociétés et se répercutent sur leur avenir. La diffusion, dans l'univers du discours, du développement local et de sa relation avec le développement humain, pourrait être considérée comme faisant partie du processus d'uniformisation. Mais il existe, dans la réalité, une autre uniformisation, simultanée et douloureuse, l'extension de la pauvreté. Cette pauvreté s'aggrave sans cesse et n'est plus un phénomène typiquement rural, qui pourrait être attribué à certaines localités par rapport à d'autres. Même au centre des villes les plus grandes et les plus développées de notre continent, il existe des poches de pauvreté à la dimension de villes et de régions entières, pour ne pas dire des pays.

Cet appauvrissement est entraîné par un processus d'accumulation du capital appuyé par la révolution technologique et dont la visée est l'organisation du marché capitaliste mondial. Dans ce contexte, un pragmatisme extrême peut transformer le développement local en un simple instrument de concurrence entre divers lieux pour attirer les investissements du capital mondial.

La concurrence en vue d'obtenir certains investissements est en effet fondée sur la dérégulation de l'environnement, sur le faible coût d'une main-d'œuvre peu qualifiée, flexible, peu protégée, et sur les subventions qu'accordent, directement ou indirectement, les gouvernements, au détriment des classes populaires. Tous ces éléments sont généralement associés aux pays peu développés, lieux d'une polarisation sociale et territoriale, où la

¹ Artículo publicado en Économie et Solidarités, Mouvements sociaux et économie sociale, Revista de CIRIEC-Canada, Volumen 33, Número 2, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2002.

démocratie formelle s'appuie sur un clientélisme orienté vers les secteurs les plus pauvres plutôt que de se baser sur la participation des citoyens.

Les investissements peuvent néanmoins prospérer et exigent aussi, dans certains cas, que les conditions locales soient liées à un haut degré de développement humain : sociétés intégrées, plus équitables, socialement et politiquement stables, où la population jouit d'un haut niveau d'instruction et de formation, d'un bon niveau de vie et d'un environnement équilibré, qui peuvent fournir une main-d'œuvre flexible de par sa formation de base et son capital culturel.

Promouvoir un « développement local » par le biais de programmes produisant une dualité des zones urbaines, en créant des îlots exportateurs de modernité dans des océans de pauvreté, peut permettre d'accroître les indicateurs d'investissement ou d'activité économique.

Cependant, ceux-ci entraînent des taux élevés de chômage, la paupérisation ou la désintégration sociale, en somme, une croissance locale sans développement humain, sans caractère durable. Par contre, exiger de la part d'investissements que les divers facteurs de développement humain leur soient associés à un degré élevé correspond au type de développement local que nous défendons. Pour être plus explicite à cet égard, je vais tout d'abord préciser ce que j'entends par développement. Ensuite, je m'interrogerai sur la disponibilité des ressources pour y arriver. Il importe, dans une troisième étape, d'examiner le rôle de l'économie populaire dans ce processus de développement avant de m'arrêter sur quelques questions complémentaires et de conclure.

LE LOCAL ET LE DÉVELOPPEMENT

Devons-nous continuer à nous interroger sur ce qu'est le local ? Le clarifier ne résoudra pas le problème du développement local, car la question centrale ne réside pas dans la signification du local, mais dans le sens du développement. Nous pouvons confronter diverses conceptions des qualités du local, comme idéal d'une vie meilleure, comme espace plus valable pour l'organisation de certaines relations de représentation politique, de la communauté, de convivialité, comme échelon plus efficace pour agir et opérer certains effets. De façon moins valorisante, le local peut être considéré comme un espace territorial, délimité par la portée de certains processus. Nous pouvons notamment envisager le local comme un espace permettant des interactions quotidiennes, face-à-face, entre divers acteurs.

Ce concept présente lui-même des difficultés. En effet, si nous voulons délimiter le local selon ce critère, à Buenos Aires, le local englobe à la fois le centre et toute la périphérie d'une ville de 12 millions d'habitants, car, bien que relativement déconnectés les uns des autres, les habitants des quartiers périphériques sont chaque jour en interaction à travers le centre de la ville. Et quand « le local » s'étend à une région de 12 millions d'habitants, nous ne parlons pas de petites communautés mais d'une société où existe une grande différenciation et fragmentation interne.

Prétendre associer « local » et « identité positive » présente aussi des problèmes. À l'Université General Sarmiento, située à la périphérie de Buenos Aires et entourée de trois municipalités comprenant 800 000 habitants dont la moitié vivent en dessous du seuil de la pauvreté, il existe une caractéristique commune à la jeunesse : elle veut fuir son quartier, elle voit l'université comme un tremplin lui permettant de se réfugier au centre.

Ce problème ne peut être résolu par des réflexions conceptuelles, car la réalité qu'elle reflète permet difficilement de comprendre dans quel sens on peut continuer à présenter le « local » comme une alternative. Alternative à quoi ? Le local n'est pas l'alternative au mondial et l'option à laquelle nous sommes confrontés n'est pas l'opposition du local. Nous devons nous interroger sur quelque chose de plus transcendant, sur le développement, et situer le local comme un espace spécifique au sein de cette question plus vaste.

En effet, l'objectif transcendant concerne le développement, en particulier le développement humain. Il ne faut pas limiter ce développement à la satisfaction précieuse des besoins essentiels ou à l'augmentation de certains indicateurs sociaux. Par développement humain nous entendons une vaste reproduction de la vie, une reproduction illimitée de la qualité de vie qui est l'unique force capable de s'opposer à la force du capital, dont l'accumulation n'a pas de limites, ou à la force du pouvoir qui s'accumule aussi sans limites. Une force équivalente est donc nécessaire pour s'opposer à la logique du capital politique et à celle du capital financier, ce que nous appelons le « capital » humain.

De très nombreuses interventions coexistent aujourd'hui dans les domaines de l'économie, du social, du politique, de la participation, de la culture, qui pourraient converger avec ce principe de développement humain. Le problème, c'est qu'elles sont isolées. Le

développement humain ne naîtra pas d'une tentative collective de multiples agents. Pour progresser, ils doivent être guidés par un même objectif stratégique, de manière articulée, à visée systémique et pas simplement locale, pour renforcer la quantité et la qualité des ressources utilisées en vue de créer de nouvelles structures durables.

POSSIBILITÉ D'ADOPTION D'UNE STRATÉGIE ET SES RESSOURCES CACHÉES

Prendre conscience des possibilités d'un changement orienté de manière stratégique sera possible grâce à une nouvelle synthèse de toute riche et extraordinaire expérience accumulée, synthèse qui, semble-t-il, n'est pas issue des rencontres auxquelles nous nous sommes efforcés, année après année, à retrouver nos points communs, à reconnaître nos difficultés dans les difficultés des autres et nos possibilités dans leurs réussites. Cette synthèse permettra d'établir, avec une base empirique, un nouveau point de départ pour la réflexion, un cadre précis du sens de l'action pour la promotion du développement à partir des instances locales et capables de fournir de nouvelles clés lorsque viendra le moment d'examiner nos expériences et d'élaborer de futures actions.

Je voudrais simplement proposer quelques pistes sur la manière d'envisager ce cadre pour réorienter les interventions. En premier lieu, la stratégie ne peut être considérée comme la résultante de l'ensemble des oppositions aux tendances négatives de changement observé : centralisation/décentralisation, local/global, solidarité/concurrence, étatisation/privatisation, participation/démocratie représentative formelle, etc. La stratégie doit tirer profit des ressources mobilisées par les processus qui engendrent ces tendances et modifier leurs résultats.

Il s'agit, en particulier, de tirer profit des ressources financières, des compétences, de capacités et de la force des organisations qui sont utilisées pour mettre en œuvre les politiques sociales. Pour cela, il est nécessaire d'intervenir de manière active au sein des processus contradictoires qui se déroulent, tel que celui de la décentralisation ou de la centralisation des forces politiques sociales, pour leur donner un sens différent. Cela suppose l'existence de marges de manœuvre politico-institutionnelles. Cela implique de dépasser tant la vision administrative et de pure recherche d'efficacité qui guide le processus de décentralisation que la vision politique

qui lui est strictement opposée. En tout cas, nous devons chercher comment canaliser les forces qui s'exercent et les ressources qui sont mobilisées autour de la décentralisation pour élaborer un projet de développement différent.

Il existe également un grand potentiel dans les « nouvelles politiques sociales », c'est-à-dire les politiques sociales compensatrices, orientées vers les secteurs les plus pauvres. Les agents et programmes font partie de l'administration locale ou elles font partie d'un processus de désengagement de la politique sociale qui, dans une large mesure, redéfinit le rôle des organisations non gouvernementales (ONG).

Nous estimons que les ressources ne constituent pas le principal obstacle. Les ressources existent. Le problème est qu'elles sont mal investies, qu'elles sont utilisées pour pallier, pour compenser, non pour surmonter la grave crise de reproduction vécue par les secteurs populaires.

À côté de la mise en place de ces nouvelles politiques, on assiste à une réforme des systèmes d'éducation, de santé et de planification, à une volonté de privatisation des services publics, à un processus de désengagement de l'État. Dans la mesure où ces changements sont accompagnés d'un vaste processus de régression sociale, il semble logique de s'y opposer, de les stopper. Pour ma part, je préfère penser qu'une alternative viable consisterait à faire « chevaucher » ces forces afin de les réorienter, de modifier leurs résultats, qualitativement et quantitativement, et d'obtenir ainsi un impact à une échelle sociale significative, chose quasi impossible par la simple addition d'initiatives ou de programmes isolés.

Il s'agit donc de réorienter les ressources vers un autre type de développement. Il est ainsi possible de canaliser le pouvoir d'achat de l'État en favorisant la compétitivité des petites entreprises ou de réseaux de production et des services non capitalistes lors des appels d'offres. On peut aussi avoir une influence sur les formes que prennent le désengagement et la privatisation en favorisant les réseaux d'entreprises de services autogestionnaires ou en créant des instances de régulation des services publics au lieu de favoriser le monopole des grandes entreprises, parfois nationales, mais aussi étrangères. Enfin, il s'agit d'éviter la dispersion des ressources pour des raisons de clientélisme en favorisant leur coordination et leur adéquation avec des projets de développement issus des communautés.

Il existe donc un espace pour l'action et pour donner une signification nouvelle à ces processus et à ces ressources, qui, si on veut en tirer profit, exigent non seulement une volonté politique pour intervenir et déterminer ensemble les résultats de la restructuration en cours, mais aussi un cadre stratégique et un échange des méthodologies afin de générer des propositions spécifiques efficaces.

Un point, considéré comme une difficulté et un obstacle, pourrait, je crois, être aussi vu comme une ressource, c'est le « pragmatisme des masses », cette primauté des besoins immédiats, cette immédiateté que facilite la présence et l'extension des mécanismes « clientélistes ».

Ces dispositions peuvent être considérées comme des obstacles et on peut essayer de les remplacer par une lutte culturelle de type idéologique. Elles peuvent aussi être vues comme des points de départ, comme des points d'appui, comme des sources d'énergie sociale. La résolution des problèmes quotidiens de la population ne doit en effet pas être étrangère à la politique. Nous pouvons intégrer la recherche de meilleures conditions de vie à l'élaboration de meilleures formes de société, qu'elles soient politiques, techniques, organisationnelles, de communication, dans la mesure où elles se révèlent efficaces pour répondre à ces problèmes. Ainsi, la capacité de mobilisation en vue de solutionner des problèmes concrets convertit-elle en une dynamique de changement des structures qui génèrent ces problèmes.

De même, la tendance à créer dualité et exclusion que l'on constate peut, elle aussi, être retournée en ressource. Elle implique en effet un desserrement de l'étau de la domination, de par la double légitimité d'un système qui intégrait, différenciait, en même temps qu'il marginalisait des secteurs plus ou moins importants de la population. Aujourd'hui, le système rencontre des difficultés structurelles d'intégration par le travail, de solidarité organique et de réponse aux aspirations d'ascension sociale provenant d'une participation commune à un système dynamique de division sociale du travail. C'est pourquoi on fait de plus en plus appel à des stratégies de légitimation symbolique et à des politiques « cibles » de compensation sociale, ce qui est un signe de la faiblesse politique structurelle du nouveau système de production et de reproduction. Cela crée un espace au sein duquel d'autres relations peuvent être établies ou d'autres structures peuvent naître qui, sans prétendre remplacer les structures

dominantes du capital, intègrent ce qui, par ailleurs, est facteur d'exclusion et de désintégration.

Enfin, si les nouvelles technologies entraînent la précarisation du travail, le sous-emploi et le chômage, et ont contribué à la désindustrialisation de nos pays, elles constituent par ailleurs une ressource, car elles offrent de nombreuses possibilités sur le plan local et social, de développement de réseaux.

Si les connaissances demeurent une ressource essentielle pour s'intégrer dans les nouvelles structures technologiques, économiques et sociales, nous devons en même temps admettre que les systèmes de recherche, d'éducation et de formation sont en crise. Cette situation est renforcée par les tendances à la privatisation ou à la fermeture des établissements publics de recherche, à la réduction de leur budget dans le cadre de l'ajustement structurel, ainsi aussi par la bureaucratie et le corporatisme de ces systèmes qui empêchent la réorganisation des ressources pour entreprendre la transition. Pour y répondre, de profondes réformes du système ont été entreprises et, dans ce processus, il est possible de repenser de manière pro-active et non défensive le rôle de l'université, des centres de recherche, de l'école, des centres technologiques, des réseaux de formation professionnelle, des systèmes de formation continue, des réseaux d'éducation populaire, à partir d'une perspective de développement humain et, dans ce cadre, du développement local.

Il existe des ressources qui une fois réorientées, peuvent jouer comme forces de résistance aux tendances non désirables de la restructuration, bien que de manière paradoxale. Tirer parti de toutes ces ressources implique de les réorienter collectivement. Cela suppose d'intégrer des acteurs nombreux et très divers, qui interviennent de façon autonome, qui ont des objectifs institutionnels et sectoriels différents mais qui pourraient réussir à obtenir un résultat commun s'ils agissaient sérieusement en vue du développement humain durable. Parvenir à cette unité dans la diversité représente, en vérité, une tâche politique, car elle suppose des initiatives et des propositions d'orientation mobilisatrices, la recherche d'un consensus ou d'accord dans la sphère publique, ou bien l'apparition d'une hégémonie à l'intérieur des pratiques d'ensemble.

Dans ce contexte, la politique des partis peut être une limite. La concurrence entre les partis fait que, une fois installés au gouvernement, ils commencent, y compris les plus progressistes,

à se réorienter en vue de gagner les prochaines élections et à répondre à des engagements corporatistes qui permettront de financer leurs campagnes électorales. Cette logique est encore plus grave dans la société de communication ou de supersymbolique et elle doit être stoppée au sein même du système démocratique.

Le diagnostic permet donc de voir qu'il existe un autre obstacle, une absence de conditions, cette fois du côté de l'action politique : la rupture entre la citoyenneté et la politique. Ainsi, plusieurs promoteurs du développement local affirment qu'il convient, en principe, de rester « à l'abri » des politiciens professionnels, du clientélisme, de l'électorisme, éléments qu'ils associent à « la » politique. Ce désir de ne pas être contaminés renforce la séparation entre le système politique et la société, rend difficile tout lien entre pratiques de développement et pratiques en vue d'un changement structurel cohérent.

En réalité, ce double rejet interroge les façons de faire de la politique qui prédomine dans nos pays. Mais ce serait une erreur d'en déduire qu'il est possible de rejeter la politique en général, ou le politique, pour se réfugier dans un monde idéal de pure gestion et de résolution privée ou quasi privée des problèmes. Il faut redonner un sens à la politique, il faut réintégrer et redéfinir l'espace public, il faut adopter d'autres manières de faire de la politique. À cet égard, le rejet populaire des pratiques politiques traditionnelles doit être considéré comme une condition favorable à une refondation du politique et de l'action collective en faveur du développement.

En résumé, il existe des possibilités, mais elles doivent être concrétisées. Il existe des ressources, mais il faut leur donner une direction d'ensemble en articulant les modes d'action quotidiens qui les mobilisent. Dans cette recherche d'une orientation d'ensemble, il pourrait être utile d'intégrer les diverses actions de développement local dans une stratégie commune de développement humain durable, pour orienter, en synergie, les programmes au sein d'un ensemble de relations de coopération concurrentielle.

DÉVELOPPEMENT LOCAL ET ÉCONOMIE POPULAIRE

À ce sujet, une première question se pose : que faire en matière d'économie ? Les tendances indiquent que, même si certains secteurs de l'activité économique arrivent à être compétitifs sur le marché mondial, leur restructuration ou leur implantation seront insuffisantes pour

réintégrer la majorité des travailleurs. Cela nous a amenés à diriger les aspirations sur des activités économiques qui se situent en dehors du secteur d'entreprises capitalistes ou secteur moderne en voie d'intégration au marché international. Ces activités ont tempéré le sous-emploi et le chômage qui accompagnent la restructuration du secteur capitaliste et de l'économie publique. C'est à elles que s'adressent les politiques largement répandues de « développent du secteur informel ».

Or, l'économie populaire n'a rien à voir avec la formalisation de « l'informel », elle renvoie à la création d'un sous-système au sein de l'économie, une économie du travail, par opposition à l'économie du capital. Cette économie du travail n'est pas constituée d'entreprises basées sur l'accumulation, mais sur des unités domestiques, orientées sur une reproduction très large de la vie de leurs membres.

Les économies domestiques, essentiellement basées sur les familles, constituent l'unité de base de ce système, mais leurs réseaux d'interaction, de circulation de biens, de services et d'informations, renforcés par les organismes qui les soutiennent, leur donnent un caractère organique. Dans ce sens, le mot synergie est déjà présent dans le discours des promoteurs du développement. Mais il est difficile de parvenir à cette synergie et dépasser du niveau du discours à celui d'une signification commune des pratiques quotidiennes. Nous connaissons le concept. Il renvoie à la création de mouvements d'ensemble qui ont une signification commune sans avoir à recourir à des organisations ou des programmes rigides, ou au rôle de militants omniprésents pour maintenir l'initiative, soutenir et coordonner les processus complexes du développement. Il renvoie à la création d'une coordination des actions d'agents autonomes, à une capacité de coopération, de façon à ce que les activités se stimulent et se soutiennent de façon efficace.

Nous traînons une hérédité qui se manifeste tant dans l'organisation de l'État que dans les spécialisations qu'adoptent les organisations de la société civile, c'est la séparation entre le social et l'économique, entre les politiques sociales et les politiques économiques. Néanmoins, les « programmes sociaux » disposent de quelques ressources, répondent aux besoins, influent directement sur les marchés ou les quasi-marchés. De même, l'éducation et la formation, la santé, la sécurité sociale, l'habitat, les transports, la diffusion de l'information participent à la création d'une matrice de ressources matérielles et culturelles sur laquelle s'adaptent les

capacités et dispositions productives. Bien entendu, cela joue sur les possibilités de l'économie. On affirme aujourd'hui que la concurrence fait partie du système et que, sur le marché mondial, la concurrence concerne non seulement les entreprises mais aussi les systèmes institutionnels.

La différenciation entre le « social » et l'« économique » prend un autre sens si l'on part de la perspective d'une promotion et d'une conception du développement humain centrée sur la reproduction élargie de la vie. Cette différenciation prend racine dans la spécialisation des disciplines qui a accompagné le développement des sciences sociales, mais aussi dans la conception implicite que le monde de l'économie est régie par des lois objectives, telles que les lois naturelles alors que la société dépendrait de contrats sociaux et de libres conventions entre les personnes. Cela se traduit dans l'organisation générale des gouvernements, de leurs ministères et secrétariats, ceux du « front économique » et ceux du « front social ».

Le système moderne a reflété cette dichotomie à tous les niveaux, par exemple dans les systèmes d'enregistrement de l'activité « économique ». La satisfaction d'un besoin par des biens et services prévus pour le marché est qualifiée d'activité économique, qu'il s'agisse d'un service culturel comme le théâtre, d'un service de santé ou d'éducation, d'un hôpital ou d'une école privée, ou de la commercialisation d'activités généralement considérées comme « domestiques », comme une laverie ou des repas prête à emporter. Par contre, si ces besoins sont satisfaits au sein du foyer ou d'une communauté, l'activité des bénéficiaires est exclue du monde économique. Ce n'est pas leur caractère économique ou non économique qui différencie ces activités mais la logique sous-jacente : d'un côté la motivation pécuniaire, de l'autre celle de la satisfaction directe des besoins.

Cette dichotomie se retrouve aussi dans les versions aujourd'hui dominantes du développement humain. Des organisations internationales telles que le Programme des Nations Unies pour le développement humain (PNUD) tombent aussi dans cette dichotomie en construisant un indicateur de développement humain basé sur des variables qui indiquent, directement ou indirectement, le degré de satisfaction de certains besoins considérés essentiels à la vie. Ces organisations prétendent que ces indicateurs peuvent progresser indépendamment de l'évolution de l'économie.

Comment lier promotion d'une économie populaire et développement local ? Il ne s'agit pas de baser exclusivement le développement local sur la création d'un nouveau secteur socio-économique, mais de le voir comme un axe du développement de la société et de l'économie locale dans son ensemble en interaction avec d'autres sous-systèmes économiques que sont l'économie capitaliste et l'économie publique. De plus, il faut refuser la tendance à centrer les programmes de promotion du développement locale sur les secteurs les plus pauvres. Pour initier un processus de développement durable, il faut considérer le développement socio-économique comme nécessairement contradictoire et inégal – dans certaines limites d'équité – et incluant des secteurs très divers. Ainsi, investir des ressources dans le développement de l'économie populaire donne l'assurance que, simultanément, on contribue à garantir une répartition plus égalitaire des fruits du développement et à démarrer un processus durable.

À ce sujet, il est nécessaire de différencier la dynamique d'un secteur directement lié et subordonné à la logique de l'accumulation mondiale, dont le caractère local est circonstanciel, de celle d'un secteur enraciné ou étroitement lié au développement général de la société locale ou régionale. Le développement du premier secteur peut entraîner la détérioration des conditions de vie de la majorité de la population locale, la neutralisation de sa participation aux processus de prise de décision locale et l'installation au pouvoir de groupes qui exercent, sans aucune restriction, leur impact sur la société et sur l'environnement. Par contre, le deuxième secteur peut contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de la société locale et à la stabilité d'une démocratie qui ne peut advenir qu'avec la pleine participation de la majorité de la population comme protagoniste dans le cadre du développement local. Dans ce sens, la création d'un système d'économie populaire local peut contribuer à former de nouveaux sujets politiques, représentants autonomes des intérêts de la majorité, une condition favorable à l'approfondissement des institutions démocratiques.

Considérer l'économie locale comme constituée de trois sous-systèmes, l'économie populaire, l'économie publique et l'économie d'entreprises capitalistes, permet de réfléchir à la nécessité d'influer sur les termes de l'échange entre économie populaire et économie publique, ou entre économie populaire et économie privée, et pas uniquement sur le salaire réel, qui n'est qu'un des prix qui affecte l'économie populaire. Entre ces sous-systèmes, il existe des échanges de biens matériels, de services, d'information, de transferts (comme les subventions ou les

impôts) dont le bilan d'ensemble peut faire l'objet d'une négociation sociale et politique, ou d'une modification par le biais de l'exercice du pouvoir économique ou politique des secteurs populaires. Car les « prix dits de marché » ne sont pas la simple expression du rapport coût/efficacité mais le résultat de relations de pouvoir économique et politique inégales.

Cette conception tout comme celle de la dynamique congruente ou opposée au développement local, permet également de penser à d'autres alliances stratégiques. Car non seulement le développement humain, mais aussi la compétitivité de l'économie locale au sein du système mondial, la démocratisation, la gouvernabilité et la durabilité de l'environnement doivent être des objectifs partagés par l'ensemble de la ville, de la localité ou de la région dont on parle. La combinaison des deux conceptions montre, par exemple, à quel point est importante la relation entre les économies domestiques avec leurs réseaux et l'ensemble des petites et moyennes entreprises. L'échec des tentatives d'exporter les institutions les plus formelles des réseaux de petites entreprises de type *Tercera Italia* révèle, entre autres, que la région d'accueil ne possédait pas la matrice culturelle et sociale invisible, et naturellement non exportable, leur permettant d'être efficaces. D'où la nécessité de travailler aux deux niveaux en même temps : promouvoir le développement de ces réseaux compétitifs de coopération et renforcer en même temps leur substrat d'économies domestiques, très souvent enfermées dans des relations familiales, de voisinage, ethnique, ou de classe.

AUTRES ASPECTS À ÉTUDIER

Dans la même lignée, je propose de réviser cette idée que, pour être durable, toute entreprise humaine collective doit s'incarner dans une organisation, avec des objectifs, des ressources et des mécanismes formels de représentation et de direction.

Dans le langage des organisations sociales, on appelle « institution » les organisations publiques ; par contre, on ne donne pas de nom au vaste ensemble de comportements récurrents, systématiques, régulés par les usages et les coutumes capables de produire des effets de masse (ce que Thompson a appelé, à une autre époque, « économie morale de la foule) tout en ne recourant pas à une organisation.

Je crois que nous devons tenir compte de cette difficulté pour soutenir les activités des organisations qui ont pour mission de revendiquer ou d'entreprendre collectivement les tâches qui se présentent. Nous devons mettre en valeur les réseaux relativement libres, facilitant cette interaction, ce type de créativité collective au lieu de toujours prétendre les cristalliser dans des organisations, des corporations avec des ressources plus ou moins centralisées. Il faut passer d'une analogie de mécanismes physiques à une analogie de réseaux nerveux, où se font des connexions que nous ne pouvons ni prévoir ni organiser.

Ici, la dimension culturelle est fondamentale. La relation entre le culturel et l'économique est difficile. Non seulement il n s'agit pas de choisir entre l'action dans le domaine culturel et l'action dans le domaine économique, mais aussi dans les sociétés modernes, l'économique a-t-il été fondateur d'une bonne partie de nos valeurs. Les institutions économiques, celles de l'économie réelle et non celles des modèles, doivent être envisagées à partir des sciences économiques, non d'un point de vue economiciste, car l'économie est un fait culturel et son développement (ou son absence de développement) est constitué de composantes culturelles.

À cela est liée la question des tendances récentes à redéfinir le domaine public, indissociable de la construction de nouvelles formes d'institutions dans le cadre du développement local. Cette redéfinition s'opère quand la place publique devient un centre d'achat, un espace quasi public où, par exemple, la police est une police privée, ou quand, à travers la télévision, nous participons, à partir de notre domicile, aux débats politiques ou que nous « allons au football » pour nous soustraire à l'agressivité croissante qui règne dans les stades. En Argentine, nous avons assisté à un jugement, le cas de Maria Soledad, diffusé en direct par la télévision comme un spectacle auquel, à certaines heures de la journée, la population du pays tout entier a participé, à titre de public silencieux, pour descendre ensuite dans les rues des principales villes, comme « un sue homme », pour manifester en faveur d'une justice impartiale. Toutes ces nouvelles expressions de la sphère publique montrent qu'il existe un processus sur lequel il est nécessaire d'agir pour renforcer la démocratie et éviter une nouvelle fois que ce qui appartient au domaine public soit commercialisé.

Pourquoi la redéfinition du domaine public est-elle centrale dans toute proposition de développement ? Cela est lié, entre autres, à la question du « que faire » face au rôle dévastateur et destructeur des monopoles commerciaux qui pénètrent en Amérique Latine.

Quand, dans une société locale, s'installe un monopole commercial qui va employer 300 personnes mais qui va, en même temps, faire disparaître trois mille petits commerces, qui va redessiner l'espace public, qui va redéfinir les règles de consommation en déplaçant une énorme quantité de biens produits par les activités artisanales et les petites et moyennes industries, en introduisant les normes de l'économie mondiale, en important des biens produits dans des pays qui ont d'autres systèmes en matière des droits de l'homme et d'autres coûts du travail, ce monopole commercial joue le rôle du « Cheval de Troie » au service d'un système mondial qui polarise et exclut socialement.

Tout en étant nécessaire pour les exclus, le développement local doit impliquer les couches moyennes. Si, dans l'immédiat, cette stratégie socio-économique paraît plus efficace, orienter les programmes sociaux vers l'extrême pauvreté finit par reproduire la pauvreté, ne génère pas le développement et ne permet pas la création de structures qui favorisent l'équité structurelle. C'est pourquoi il est fondamental d'intégrer les ressources matérielles et les ressources culturelles des couches moyennes dont une bonne partie vit la détérioration des conditions de vie. Il nous semble également important de confier un rôle spécifique à la jeunesse, non seulement parce que c'est la catégorie plus touchée par la crise mais en raison de son potentiel en tant que force sociale. Quand les jeunes ont eu la possibilité de se mobiliser pour résoudre les problèmes de la société, ils ont su faire preuve d'extraordinaire potentiel.

CONCLUSION

Agir en faveur du développement local au sein d'un monde global nous amènera nécessairement à questionner la politique macro-économique en tant que médiatrice entre les processus économiques mondiaux et locaux. Comment allons-nous favoriser le développement local avec des politiques macro-économiques qui tendent à désarticuler tout mécanisme économique de développement durable ? Il sera également nécessaire de réfléchir au système normatif de l'activité économique. Nombre de pratiques d'économie populaire, qui pourraient réussir et favoriser un autre développement, sont bloquées par les structures légales de pouvoir. Un pouvoir qui se présente comme régulation, ou comme définition de ce qu'est la propriété, de ce qui est susceptible de recevoir des crédits, de ce qu'est un contrat, ou qui définit l'utilisation du pouvoir policier ou de la justice.

En tout cas, il ne suffit pas de proposer une administration plus transparente et légitime de la chose publique, il est aussi nécessaire de stopper les effets nocifs de la mondialisation. Il ne s'agit pas seulement d'administrer mais il faut aussi gouverner, c'est-à-dire donner une direction à un ensemble social. En d'autres termes, à partir d'un certain moment, si le contexte ne connaît pas de changements, l'économie populaire ne pourra se développer et le développement local ne pourra devenir durable.

Il nous semble également essentiel de favoriser la pluralité des initiatives. Pour le développement, il n'y a pas une seule institution, ni une forme unique d'organisation, ni un lieu privilégié pour l'action. Ceux qui font du théâtre populaire, qui travaillent dans les domaines de l'aide sociale, de la médecine, de l'éducation, les pasteurs, les chercheurs, les ONG, les universités, les gouvernements locaux, les partis, les responsables sociaux, tous participent au développement. Il faut encourager la multiplication des initiatives, la possibilité d'une création collective sans camisoles de force idéologiques ni sujets prédéterminés.

Partant de cette perspective, qu'est-ce qu'un espace local d'action ? Une ville ou une région située dans une zone urbaine semble être l'unité minimale pour mener et intégrer, en synergie, ce type d'actions, en dépassant la sectorisation, en cherchant l'intégration des interventions, le sens de l'ensemble dans chaque pratique particulière qui a besoin des autres pour exister ; une unité suffisamment complexe et articulée au tout social pour être le point de départ d'un autre développement à partir de la société locale. Par exemple, il n'est pas suffisant de demander la création d'une autre école sur le plan local si on ne s'interroge pas, en même temps, sur ce qui se passe dans les écoles du pays : ce qui est enseigné, ce que devient l'apprentissage, quelle formation on dispense, quels sont les liens entre la formation et les possibilités d'être des citoyens et de s'intégrer à la vie économique. De même pour la santé, ou pour la participation au budget, car établir un processus de développement exige non seulement d'attirer des ressources dans différents endroits mais aussi de réviser leur cohérence avec le développement attendu.

Or, au niveau local, il est difficile d'y parvenir. Pour qu'une action soit durable, il faut qu'elle se situe au moins à l'échelon régional. C'est pourquoi travailler en faveur du développement local nécessite la création de structures intermédiaires, une articulation de communautés et instances multiples, c'est-à-dire la mise en place progressive des structures permettant de

s'opposer aux processus de l'ordre international ou national. Pour cela, il faut non seulement comprendre et suivre le mouvement de mondialisation et connaître à fond chaque réalité locale, il est également nécessaire de faire une synthèse des meilleurs aspects des pratiques de promotion du développement, en élaborant une plate-forme dynamique, nourrie d'un sens commun permettant de réorienter les futures interventions.